



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

Déclaration préalable du SNUDI-FO 94 au CTsD du 20 avril 2020

Il y a une semaine, Emmanuel Macron fixait provisoirement la fin du confinement au lundi 11 mai, indiquant que « *les crèches et établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) rouvriront progressivement* » à partir de cette date.

Cette annonce faite alors que les écoles de notre département sont d'ores et déjà très touchées par la pandémie et par des décès suscite l'indignation de très nombreux collègues.

Les gestes barrières et la distanciation sociale sont insuffisants pour envisager de rouvrir les cinémas, les restaurants et les théâtres, mais il serait possible de rouvrir les écoles ?

Le gouvernement décide de maintenir la fermeture des universités qui n'accueillent que des adultes pouvant respecter les gestes barrières, mais par contre il n'y aurait aucun problème pour accueillir des enfants de 3 à 11 ans dans des groupes scolaires ? De qui se moque-t-on ?

Le SNUDI-FO 94 rappelle que le gouvernement a **démontré, depuis le début, son incapacité à gérer la pandémie** : décision tardive de fermer les écoles (alors que le virus circulait déjà largement dans le pays) qui a contribué à aggraver la crise sanitaire, incapacité à fournir du matériel de protection élémentaire pour les soignants, incapacité à fournir des respirateurs, ...

Depuis plus d'un mois, dans notre département, comme partout en France, alors que l'accueil des enfants de soignants s'effectue dans de tout petits groupes et dans un nombre réduit d'écoles, l'Education Nationale a été dans l'incapacité de fournir aux enseignants volontaires le matériel de protection (masques, gel hydroalcoolique, ...), ni même de leur donner des consignes claires à respecter afin de se protéger et de protéger les jeunes enfants dont l'accueil nécessite pourtant des dispositions particulières. Rien de concret n'a été organisé pour s'assurer d'une désinfection des locaux d'accueil plusieurs fois par jour. Les agents territoriaux présents n'ont pas de protection non plus. Certains collègues volontaires ont donc été atteints du COVID-19, et des enfants de soignants ont été contaminés. Ce matin, pour la première fois, les collègues volontaires pourront bénéficier de la part de leur employeur d'un masque chirurgical, mais toujours rien pour les enfants accueillis.

Et le Ministre vient de nous annoncer que, ce qu'il ne fait pas depuis un mois pour un très petit nombre d'enfants dans très peu d'écoles, il le fera dans 2 semaines pour toutes les écoles et 13 millions d'élèves et un million d'enseignants, alors que rien n'est prêt !

Aucun enseignant ne peut croire à de telles fadaïses !

Le président de la Fédération des médecins de France Jean-Paul Hamon considère ainsi que cette décision « *fait courir un risque inutile (...) je pense que c'est prématuré. On s'attendait tous à ce qu'il décrète des vacances jusqu'en septembre.* » (France Info, 13 avril 2020).

Le Président de l'Ordre national des médecins déclare que « *Déconfiner le milieu scolaire reviendrait à remettre le virus en circulation* ».

Les syndicats FO, CGT, SUD de l'hôpital de Beaujon (92) indiquent suite à l'annonce de réouverture des écoles le 11 mai : « *nos hôpitaux subiront inévitablement une 2ème vague épidémique, qui pourrait être encore plus meurtrière dans la mesure où, selon les estimations, seulement 10% de la population présenterait une immunité.* »

Des pétitions de parents d'élèves se multiplient sur internet contre la reprise le 11 mai pour dire « *Nos enfants ne sont pas des cobayes* ».

De nombreux maires indiquent qu'ils n'ouvriront pas leurs écoles le 11 mai. Le maire d'une grande ville indique que cette décision est « *déraisonnable* », un autre explique que ce sera « *impossible* ». Pour un troisième : « *Nous voyons tous les grandes difficultés de rouvrir les écoles alors que partout dans le monde ce sont les écoles qui ont ouvert après tout le reste* ».

Chaque jour, ils sont de plus en plus nombreux à s'exprimer !

Aujourd'hui même, dans les hôpitaux, les EPHAD, les entreprises, les soignants, les malades, les salariés se contaminent entre eux car le gouvernement est incapable de leur fournir des tests, des masques, du gel, des surblouses et des moyens pour isoler les porteurs du virus. N'est-ce pas la première question à régler avant d'envisager toute réouverture des écoles ?

Le 12 mars le président Macron présentait aux français la fermeture des crèches et des établissements scolaires, *au motif que « nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de symptômes »*. Le 13 avril, faisant fi de ce qu'il déclarait un mois plus tôt, il ose maintenant justifier cette réouverture prématurée : « *la situation actuelle creuse des inégalités. Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents. (...) C'est pourquoi nos enfants doivent pouvoir retrouver le chemin des classes.* »

Eviter une catastrophe scolaire sans précédent, prendre en compte la situation inédite à laquelle nous sommes confrontés ne passe certainement pas par exposer inconsidérément au Coronavirus, les enseignants, les AESH, leurs élèves et par conséquent leurs familles, mais par la mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence de plusieurs centaines de postes supplémentaires.

Rappelons que le gouvernement Macron Blanquer n'a pas accordé le moindre poste supplémentaire d'enseignant au département, mais en pleine pandémie, vous ne prévoyez pas moins de 105 fermetures de classes et de dédoublements CP CE1, montrant ainsi tout l'intérêt que le Ministre et les responsables de l'Education Nationale portent aux difficultés des enfants de notre département qui comprend de nombreux quartiers populaires.

Vous profitez de la pandémie et du confinement qui rendent impossible rassemblement et manifestation pour vous attaquer aux droits des enfants migrants, des enfants ROM en remettant en cause l'existence des UPE2A à temps complet dans une école et leur prise en compte dans les décharges de direction.

Alors que tous les collègues sont préoccupés par leur santé, celle de leurs familles et de leur proches, vous profitez de la pandémie et du confinement pour inscrire au détour d'une formule en apparence anodine de la circulaire mouvement que les postes des collègues nommés à titre définitif pourront dorénavant être fermés en juin comme en septembre, remettant ainsi en cause un acquis protecteur de plusieurs décennies.

Les collègues - et nous-mêmes - sont totalement révoltés par de telles pratiques. Nous vous demandons solennellement d'abandonner immédiatement ces deux mesures.

Tous ceux qui sont attachés au droit à l'instruction et qui se refusent à voir une génération entière d'enfants purement et simplement sacrifiés ne peuvent que s'élever contre une telle forfaiture et exiger, non seulement l'abandon de toutes les fermetures, le maintien des UPE2A à temps complet dans une école, mais aussi que soit attribuée une dotation exceptionnelle de postes d'enseignants supplémentaires pour toutes les écoles du département, particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, pour organiser des dédoublements de classes dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour rattraper les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'Ecole.

Nous ne sommes pas dupes, ce n'est ni l'aide aux élèves en difficulté, ni l'amélioration de la situation sanitaire de la population qui guide l'annonce de la réouverture des écoles à partir du 11 mai, mais

l'exigence répétée du Medef : les profits ne peuvent attendre davantage, il faut rouvrir les entreprises et pour cela faire garder les enfants dans les écoles, quels qu'en soient les risques pour les salariés, les enseignants, les enfants. Pour ce faire, le gouvernement lèverait les autorisations d'arrêt de travail pour garde d'enfant à tous les salariés. Le patronat s'est d'ailleurs déclaré "satisfait".

Le 10 avril dernier, le Premier ministre de la province du Québec, François Legault, avait annoncé ne pas exclure la réouverture des écoles et garderies le 4 mai, soit trois semaines à compter de son allocution. Sa principale justification résidait dans le fait que le Covid-19 frappait moins fort chez les plus jeunes : *"Plus les enfants vont être immunisés par la maladie, moins ils vont devenir des vecteurs actifs pour les personnes plus âgées. [...] Il faut comprendre que les jeunes qui pourraient attraper la maladie, avec presque aucun symptôme, c'est comme si on les vaccinait"*, a-t-il illustré. *"C'est la vaccination naturelle qui va s'installer"*, précisait de son côté Horacio Arruda, le directeur national de la santé publique de Québec.

Mais la proposition n'a trouvé que très peu d'écho, et une pétition « La santé des Québécois avant tout », qui a été mise en ligne, a recueilli près de 146.000 signatures en l'espace de quelques heures.

Face à cette défiance, François Legault a été forcé de rétropédaler quelques heures après sa déclaration, affirmant avoir pris la mesure de la réaction populaire et de repousser la réouverture des écoles.

Pour le SNUDI-FO 94, il est hors de question que les écoles rouvrent le 11 mai et tant qu'il y a un risque pour la santé des enfants, de leurs familles et les personnels. Il est impossible d'exposer les enfants et par conséquent leurs familles, les enseignants et de transformer les groupes scolaires en « incubateurs à coronavirus » pour satisfaire les appétits des actionnaires, plutôt que de protéger la population.

Le SNUDI-FO 94 approuve totalement le courrier commun que les syndicats de l'Académie de Créteil FSU FNEC FP FO CGT Educ'action et SUD Education viennent d'adresser au Recteur : *« Il est hors de question d'envisager une réouverture des établissements le 11 mai alors que les conditions sanitaires ne sont pas réunies et que nous savons aujourd'hui, comme le confirme l'ordre des médecins, qu'elles ne le seront pas. Pour nos organisations, aucune réouverture des établissements n'est envisageable sans que soit organisé préalablement le dépistage systématique et généralisé des personnels et des élèves, les conditions d'application des gestes barrière, la distribution de masques, en respect de l'avis présenté au CHSCTM d'autant plus dans notre académie faisant partie des zones les plus touchées. »*

Le SNUDI-FO 94 appelle les collègues à se réunir en audio ou visio conférence pour discuter de la situation, établir leurs revendications, prendre toutes les initiatives pour, comme au Québec, faire reculer le gouvernement et préparer la grève si le Ministre persistait à vouloir nous imposer d'aller au casse-pipe le 11 mai.